

Kagame menace d'arrêter des responsables français

@rib News, 13/11/2008 â€“ Dâ€™aprÃ©s Associated Press et AFP Le Rwanda s'apprÃªte Ã Ã©mettre des mandats d'arrÃªt contre des responsables franÃ§ais mis en cause par Kigali dans le gÃ©nocide de 1994, sur fond d'escalade judiciaire entre les deux pays aprÃ©s l'arrestation d'une proche du prÃ©sident rwandais Paul Kagame. Le Rwanda va envisager de poursuivre des citoyens franÃ§ais pour leur implication dans le gÃ©nocide de 1994 si la France inculpe une responsable du gouvernement rwandais, a affirmÃ© mercredi le prÃ©sident Kagame.

Rose Kabuye, chef du protocole de M. Kagame, a Ã©tÃ© arrÃªtÃ©e dimanche matin en Allemagne. Elle est soupÃ§onnÃ©e d'avoir hÃ©bergÃ© des militants tutsis accusÃ©s d'avoir tirÃ© en avril 1994 sur l'avion qui transportait l'ex-prÃ©sident rwandais JuvÃ©nal Habyarimana. Cet attentat est considÃ©rÃ© comme le point de dÃ©part du gÃ©nocide au Rwanda. Mme Kabuye a Ã©tÃ© arrÃªtÃ©e Ã l'aÃ©roport de Francfort en vertu d'un mandat europÃ©en dÃ©livrÃ© par la justice franÃ§aise, mais le prÃ©sident Kagame a assurÃ© qu'elle bÃ©nÃ©ficiait de l'immunitÃ© diplomatique. L'avocat de Rose Kabuye a dÃ©menti toute implication de sa cliente dans le crash de l'avion en 1994. "Vous inculpez les nÃ©tres, nous inculpons les vÃ©tres", a dÃ©clarÃ© Paul Kagame, qui s'exprimait dans les locaux de l'ONU Ã GÃ©nÃ¨ve. Il a accusÃ© les autoritÃ©s franÃ§aises d'avoir violÃ© la lÃ©gislation internationale en ordonnant l'arrestation de Rose Kabuye. "Les pays occidentaux ne permettraient jamais que leurs responsables soient dÃ©tenus sur ordre d'un juge africain", a-t-il dit. "Nous vivons dans un monde oÃ¹ certaines personnes sont plus Ã©gales que d'autres. Je pense que c'est vrai quand cela concerne l'Afrique et le monde dÃ©veloppÃ©." "Si cette affaire continue (...) il y aura des juges de villages au Rwanda ou dans n'importe quel autre pays africain qui pourront inculper les mÃªmes personnes en Europe, en France ou dans d'autres pays", a-t-il lancÃ©. Une source au parquet gÃ©nÃ©ral du Rwanda a indiquÃ© que la justice rwandaise mettait la derniÃ¨re main aux actes d'accusation contre 23 des 33 responsables civils ou militaires franÃ§ais mis en cause dans le rapport d'une commission d'enquÃªte rwandaise rendu public le 5 aoÃ»t. "Les actes d'accusation sont en train d'Ãªtre finalisÃ©s, les mandats d'arrÃªt peuvent Ãªtre lancÃ©s Ã tout moment", a ajoutÃ© cette source, sans prÃ©ciser l'identitÃ© des responsables franÃ§ais visÃ©s. Ce rapport, la commission accuse notamment 33 responsables politiques et militaires franÃ§ais de l'Ã©poque d'avoir "participÃ©" au gÃ©nocide. La France Ã©tait "au courant des prÃ©paratifs" du gÃ©nocide, a "participÃ© aux principales initiatives de sa mise en place et Ã sa mise en exÃ©cution", a accusÃ© la commission. Au rang des 13 dirigeants franÃ§ais incriminÃ©s par le rapport, figurent notamment le prÃ©sident franÃ§ais Ã l'Ã©poque des faits, FranÃ§ois Mitterrand, le Premier ministre Edouard Balladur, le ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res Alain JuppÃ©, son directeur de cabinet Dominique de Villepin ou encore le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'Ã©lysÃ©e Hubert VÃ©drine. Cette nouvelle annonce du parquet rwandais s'inscrit dans une bataille judiciaire entre le Rwanda et la France entamÃ©e en novembre 2006, lorsque le juge franÃ§ais Jean-Louis BruguiÃ¨re a signÃ© neuf mandats d'arrÃªt contre des responsables rwandais, proches du prÃ©sident Kagame. Ces neuf personnes sont accusÃ©es d'avoir participÃ© en avril 1994 Ã l'attentat contre l'avion du chef de l'Etat rwandais de l'Ã©poque, JuvÃ©nal Habyarimana, dont la mort fut l'Ã©lÃ©ment dÃ©clencheur du gÃ©nocide.